



Communiqué de presse intersyndical du 10 novembre 2020

Le 29 octobre, Jean-Michel Blanquer annonçait les conditions de reprise des cours pour le 2 novembre, en plein reconfinement, alors même que la circulation du coronavirus était très active. Ses propos montraient, une fois de plus, la totale impréparation pour affronter l'épidémie, mais aussi l'extrême mépris pour la situation sur le terrain, pour les personnels et les élèves à qui il fait courir de gros risques. La situation sanitaire est grave, la deuxième vague est là. Les données scientifiques parlent d'elles-mêmes : les jeunes de plus de 10 ans sont également touchés par le virus comme le montrent les derniers chiffres de Santé Publique France, loin de ceux donnés par le ministre. Pourtant, depuis mars, aucun investissement, que ce soit en termes d'emploi ou de matériel de protection, n'a été fait dans l'Education Nationale. A l'appel d'une large intersyndicale, la journée du 10 novembre a été marquée par une mobilisation importante. Cette « grève d'avertissement » voulait alerter pour éviter une nouvelle fermeture des écoles, qui aurait des conséquences scolaires et sociales dramatiques, creusant encore davantage les inégalités. 45 % des personnels en collège étaient en grève sanitaire pour dénoncer les classes surchargées, les couloirs bondés, les cantines encombrées parce qu'il est incompréhensible que les collèges ne bénéficient pas, comme les lycées, de mesures de protection renforcées. Les vies scolaires étaient aussi particulièrement mobilisées : les AED sont, du fait, de leurs missions particulières très proches des élèves et donc particulièrement exposés au virus.

Les mobilisations des personnels et l'annonce de cette grève ont contraint le ministre de l'Éducation à reculer. Néanmoins aucune mesure n'a été prise pour les collèges et des questions restent en suspens (recrutement de personnels (pour remplacement, AESH...) question des examens, agents d'entretien...)

Nos organisations rappellent qu'elles sont favorables au maintien de l'ouverture des écoles, collèges et lycées mais cela ne peut se faire sans la mise en place d'un protocole permettant réellement d'assurer la sécurité sanitaire de toutes et tous. Le gouvernement met en danger les personnels, les élèves et leurs familles et ne garantit en rien les apprentissages et la réussite de tous les élèves.

Cette politique risque fort d'aboutir à court terme au choix cruel de devoir fermer complètement des écoles, collèges, lycées pour endiguer l'épidémie, alors que l'absence d'école est très préjudiciable pour nos élèves. Blanquer n'ignore absolument pas cette situation

Macron et Blanquer confirment donc leur choix de soutenir l'économie « quoi qu'il en coûte » sans exiger de garanties sur l'emploi. Nous estimons au contraire que le gouvernement, avec les collectivités locales, peuvent et doivent se donner les moyens d'accueillir l'ensemble des élèves avec les meilleures garanties sanitaires pour tou-tes, et mettre tout en œuvre immédiatement pour éviter une fermeture complète.

C'est pourquoi, nous exigeons :

- Les recrutements massifs de personnels, d'AED, d'AESH mais aussi d'agents territoriaux pour assurer un nettoyage et une désinfection des salles ;
- Le passage à un fonctionnement en demi-groupe, selon des modalités d'organisation à définir (alternance de semaines, de jours etc.), sans recours au cumul présentiel / distanciel dans les situations critiques pour les personnels et les élèves ;
- L'écriture par la hiérarchie de certaines consignes pour ne pas laisser les équipes enseignantes seules face aux arbitrages des IEN (non-remplacement entre autres) et des chefs d'établissements ;
- Des temps de concertation pour la mise en place du protocole sanitaire ;
- La réorganisation de la demi-pension pour limiter le brassage des élèves, de nouvelles modalités d'aération des salles, alors même que l'hiver rend l'ouverture des fenêtres plus problématique qu'à la rentrée et des mesures adaptées pour les internats ;
- La prise en compte de la situation des personnels vulnérables et de celles qui vivent avec des personnes vulnérables ;
- Des mesures doivent aussi être prises sur le plan pédagogique parmi lesquelles l'aménagement des programmes et un nouveau calendrier du bac (report des EC1 et des épreuves de spécialité en juin) ;
- L'abandon de la suppression de postes dans le 2nd degré à la rentrée 2021 ;
- Le jour de carence doit être suspendu immédiatement : il est inacceptable que les personnels payent le prix d'être malade !

De plus, nous nous indignons de la nouvelle marque de mépris du ministre, du gouvernement et du président de la République qui ont supprimé au dernier moment le temps de discussion et de préparation à l'hommage pour notre collègue Samuel Paty. Un temps de discussion indispensable compte tenu de la gravité et de la violence de l'événement.

C'est pourquoi, l'intersyndicale réunie aujourd'hui, soutient toutes les initiatives prises par les personnels et appelle l'ensemble des personnels des établissements du 1er et 2nd degré qui ne l'ont pas déjà fait à se réunir en AG, à rédiger des cahiers de doléances et à décider collectivement des suites à donner pour obtenir satisfaction.

Le gouvernement doit d'urgence agir et apporter des réponses probantes et rapides permettant de poursuivre l'école en présentiel sous pandémie et d'éviter son confinement.

Sans cela, l'intersyndicale prolongera la mobilisation entamée avec les personnels pour lui faire entendre raison. Nous ne pouvons transiger avec l'école.